

Aéroport de Notre-Dame-des-Landes Une lutte anticapitaliste !

mardi 9 avril 2013, par [CORMIER Sandra](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2013).

Premier affrontement d'envergure avec le gouvernement et sa politique, le mouvement d'opposition à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes relance le débat sur les alternatives possibles au système capitaliste et ouvre des perspectives sur les formes de lutte à adopter.

Sommaire

- [Des espaces d'élaboration](#)
- [Convergence des luttes](#)
- [Au cœur de la Zad, l'alchimie](#)

Un certain nombre d'enseignements peuvent déjà être tirés du mouvement d'opposition à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. La répression violente et massive des opposant-e-s, au mois d'octobre 2012, par un gouvernement dit « de gauche » a été un facteur important. Le mouvement a alors pris un caractère national. Celui-ci se déroulant sur les terres mêmes du Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, le mouvement a parallèlement et rapidement cristallisé les mécontentements et tensions à la gauche du PS, vis à vis de sa politique sociale, économique et environnementale. Enfin, dans un contexte plus global de crise du capitalisme, alors que le PS a ratifié le pacte budgétaire, préparant ainsi aux classes populaires une nouvelle cure d'austérité pour payer la dette, ce projet est devenu le symbole d'une politique en faveur des plus riches.

Les manifestations contre l'aéroport ont évolué en manifestations de protestation contre le pouvoir, à peine six mois après la mise en place du gouvernement PS. Le mouvement a alors changé de nature. Alors qu'on ne l'attendait pas vraiment, il est venu s'inviter dans l'actualité sociale comme le premier affrontement d'envergure au gouvernement et à sa politique, nous rappelant par là-même que l'étincelle peut venir de n'importe où et qu'il est difficile de prévoir à l'avance d'où elle jaillira.

Des espaces d'élaboration politique

Le développement du mouvement, l'attraction qu'il suscite, reposent également sur la dimension alternative qu'il incarne, notamment pour une jeunesse précarisée et sans perspectives. Cette lutte se distingue en effet par les espaces qu'elle a réussi à créer en termes d'échanges et d'élaboration politiques. Des espaces au sein desquels les opposants au projet débattent du pouvoir, d'anti-sexisme, d'économie, d'écologie... Cette lutte est également le lieu d'expériences autogestionnaires, au sein desquelles se développent d'autres formes de production et de consommation. Un « vivre autrement » qui répond également à des besoins immédiats. Plus largement, ce mouvement renvoie à la possibilité d'un autre monde, quand bien même l'expérience reste limitée politiquement, car aussi bien dans ces formes de résistance qu'à travers l'expérimentation de pratiques alternatives, il pose des problèmes globaux dans une dimension anticapitaliste.

Au-delà de ces aspects, ce mouvement nous amène également à prendre en compte le rôle que

peuvent jouer les luttes locales dans le développement d'une conscience politique anticapitaliste. Les mouvements locaux s'organisent le plus souvent autour d'éléments concrets, matériels, comme c'est le cas ici avec l'aéroport et ses conséquences. De par leur plus grande proximité avec les lieux de vie et enjeux quotidiens des populations, ils paraissent plus accessibles. Dit autrement, pour beaucoup de gens, il apparaît plus facile et possible de peser sur la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, ou sur le TGV Lyon-Turin, que de s'attaquer aux marchés financiers.

Dans le cadre d'un système opaque comme le capitalisme, ces luttes constituent des points d'ancrage, sur lesquels il est possible de développer une argumentation politique, de proposer des perspectives. En résumé, la construction d'un aéroport, le maintien de centrales nucléaires abritent des choix de société. Lutter contre l'aéroport, c'est donc aussi lutter pour une véritable transformation écologique et sociale, lutter contre le capitalisme. Ici, il n'est pas question de luttes « Nimby » [1], égoïstes. Au contraire, l'espace local est l'espace à partir duquel se construisent résistances et alternatives plus globales. Et dans une certaine mesure, ces luttes nous mettent à l'épreuve, en tant que militant-e-s anticapitalistes, dans notre capacité à articuler enjeux locaux et globaux, questions sociales et environnementales en proposant une véritable alternative au capitalisme.

Convergence des luttes

La réunion des comités des 15 et 16 décembre derniers a d'ailleurs mis en évidence combien ce mouvement devient, par son caractère exemplaire, le catalyseur d'un certain nombre de luttes locales, et comment il contribue à les faire converger. On y retrouve les opposants aux lignes ferroviaires à grande vitesse (LGV), au gaz de schiste, au nucléaire, aux lignes à très haute tension (THT)... Une solidarité trans-locale rendue notamment possible par les rencontres contre les « grands projets inutiles et imposés ».

Cette convergence s'articule principalement autour de l'écologie radicale, la critique du productivisme, la décroissance. Une victoire à Notre-Dame-des-Landes serait d'ailleurs un signal pour l'ensemble de ces mobilisations, et par extension pour l'ensemble du mouvement social. Un signal que la victoire est possible ! Ces éléments mettent en évidence la porosité croissante des luttes, également visible au travers des modes d'action. L'occupation des lieux, qui a une place centrale dans le mouvement de Notre-Dame-des-Landes, entre en résonance avec les formes d'occupation de l'espace public mises en œuvre par d'autres mouvements comme celui des Indignés, Occupy ou les manifestants de la place Tahrir au Caire. Ce transfert d'expériences est également présent au cœur du tissu militant qui compose le mouvement, que ce soit par le biais des agriculteurs qui se sont battus au Larzac, ou des Zadistes qui ont combattu pour beaucoup le contrat première embauche (CPE). Cette porosité des luttes est un élément que nous ne devons pas sous-estimer, parce qu'il permet de comprendre en quoi ce mouvement, par son exemplarité, est fondamental pour tous les autres.

Sandra Cormier

Au cœur de la Zad, l'alchimie d'un mouvement

Le mouvement de résistance à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui sans le soutien populaire dont il bénéficie. Une solidarité essentielle dans le cadre d'une stratégie d'occupation. Tous les jours, des gens viennent sur la zone d'aménagement différée (Zad), devenue zone à défendre, afin d'apporter leur soutien aux occupant-e-s, par leur présence ou par une aide logistique. Mais la principale force du mouvement de résistance est avant tout le produit d'une symbiose entre ses principaux acteurs. Si la cohabitation entre les « historiques », paysans du cru et jeunes Zadistes, n'a pas toujours été facile, elle constitue aujourd'hui le principal ressort de la lutte. Cette union entre deux mondes, qui paraissent a priori éloignés, est le produit de liens patiemment tissés depuis ces dernières années. Les violences policières d'octobre dernier ont parachevé ces liens. Les ordonnances d'expulsions également, puisque agriculteurs et Zadistes partagent à présent la même situation d'illégalité.

Deux aspects majeurs fondent l'union entre ces deux composantes. En premier lieu, le profil du tissu militant. Les agriculteurs présents dans le mouvement se définissent comme des « paysans travailleurs ». Ces paysans ont toujours eu un lien important avec le mouvement ouvrier. Ils ne s'identifient pas au statut de chef d'exploitation, se définissant même comme des « passeurs de terre », à l'instar de Michel Tarin, figure historique du mouvement. Ce qui les rapproche des jeunes Zadistes, lesquels s'opposent à toute forme de propriété capitaliste. Les agriculteurs sont également porteurs d'une tradition syndicale ouvrière et paysanne, caractéristique de la Loire-Atlantique. Ils sont très politisés, à l'instar des jeunes Zadistes, qui pour certains ont combattu le contrat première embauche (CPE) ou milité au sein de la mouvance autonome. Certains des agriculteurs ont été acteurs du mouvement de résistance au Larzac, dans les années 1970. Au côté de Bernard Lambert [2], ils ont participé à la construction du mouvement « paysans travailleurs », qui donnera naissance à la Confédération paysanne.

Le deuxième aspect repose sur une critique partagée du modèle de production et de consommation capitaliste, dont l'enjeu principal est la terre et son utilisation. On a donc des populations agricoles et des jeunes urbains qui se battent ensemble pour la préservation de la « terre nourricière » et, par extension, pour le droit à l'autoproduction, dans un contexte où l'accès à celle-là est rendue difficile par la spéculation dont elle fait l'objet. Au-delà de ces aspects, les opposants partagent la même conviction que le modèle de développement tel que nous le connaissons est dépassé.

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 40 (février 2013). <http://npa2009.org/node/36174>

Notes

[1] Acronyme de l'expression « Not In My Backyard », qui signifie « pas dans mon jardin ».

[2] Bernard Lambert (1931-1984) est un agriculteur, homme politique, syndicaliste agricole à l'origine de la création de la Confédération paysanne et grande figure des luttes paysannes dans l'Ouest de la France au cours des années 1970.